

GESTION SOCIALE

Groupe Liaisons
une marque Wolters Kluwer

La lettre hebdomadaire des dirigeants

www.WK-RH.fr

ISSN 0766-9755 — Prix du N° 26,73€

Jeu. 28 octobre 2010

N° 1662

SOMMAIRE

- Air France va faire le ménage dans ses métiersp. 2
- Poussée de fièvre chez Feu vert.....p. 2
- Renault veut limiter les augmentations générales des techniciens.....p. 3
- Chambres de commerce: le plan de départ des seniors boudép. 3
- Lasaire préconise un big bang de l'insertion des jeunes.....p. 4
- L'Unedic rémunérera le recouvrement par les Urssaf.....p. 4
- Allemagne: réforme du revenu minimump. 5
- UK: les coupes budgétaires touchent la santé au travail.....p. 5
- AGENDA et NOMINATIONSp. 6

AVANT-SCÈNE

2011, année de tous les dangers pour l'Apec

Le consensus était de rigueur lors du dernier séminaire stratégique de l'Apec qui s'est tenu le 22 octobre. Les représentants du Medef et ceux des syndicats conviennent que l'organisme paritaire ne peut plus rester assis entre deux chaises, avec d'un côté une mission de service public et de l'autre des ambitions dans le champ concurrentiel. La polyvalence n'est plus un dogme. Le président du conseil d'administration, **Éric Verhaeghe** (Medef), n'exclut pas que l'association se recentre sur des missions d'intérêt général, financées par les cotisations (70% des ressources totales), comme le lui souffle la Cour des comptes. La réflexion est ouverte, sans exclusive, une option devant être retenue dans les prochains mois et traduite dans le budget 2011. Menacée jusque dans son existence, l'Apec devra se serrer la ceinture, plus que prévu. Il ne suffira pas de revoir les baux et de réduire les frais courants. Les salaires seront gelés. Le directeur général, **Jacky Chatelain**, n'hésite d'ailleurs pas à faire comprendre à ses collaborateurs qu'ils sont bien mieux rémunérés que leurs homologues de Pôle emploi. En outre, les départs ne seront pas remplacés. Même les prestations seront rognées. Plus question de déployer de nouveaux services. Place à l'automatisation et aux services à distance, sur le modèle de Novappec. Cet espace de conseil en ligne permet de faire le point sur sa stratégie professionnelle, avant de passer à l'action en utilisant son réseau ou en s'entraînant à l'entretien d'embauche. Le tout à coup de tests numériques. Une démarche d'optimisation, sous couvert de modernité. Mais renoncer totalement aux prestations facturées (13 M€ en 2009) signifierait un plan social d'envergure touchant principalement les conseillers mobilité et les consultants spécialisés. Traumatisant, après le délestage du pôle publication cédé au groupe de **Gérard Touati** en mai dernier. Jacky Chatelain, lui, refuse la monoculture orientée vers l'intérêt général. « *Cela se fera sans moi* », a-t-il récemment lâché, lors d'une réunion interne. Une façon de dire qu'il mettra sa démission dans la balance. Il n'empêche : la présence de l'organisme du boulevard Brune sur le marché concurrentiel risque d'être réduite à sa plus simple expression. Certains administrateurs, comme **Éric Peres**, secrétaire général de FO-Cadres, plaident pour une activité concurrentielle à la marge, à condition que soit mise en place « *une cloison étanche, par le biais d'une comptabilité analytique irréprochable* ». D'autres verraient bien l'Apec occuper exclusivement le champ de l'aide aux cadres en difficulté, y compris les jeunes diplômés. Non seulement en les aidant à trouver une situation, mais aussi en les soutenant financièrement par un mécanisme de « droit de tirage ». Le débat ouvert au séminaire stratégique devra être tranché d'ici décembre.

RÉVÉLATIONS

ARRANGEMENT. Le ministère du Travail veut casser un *gentlemen's agreement* conclu entre Axa France et l'Agefiph. Depuis quatre ans, l'assureur, qui ne compte que 3% de handicapés dans son effectif (au lieu de 6%), convertit 2 M€ de pénalités en mesures d'aide aux salariés en place. La Directrice des Hauts-de-Seine préférerait des recrutements.

OFF SHORE. La direction d'Eurocopter dévoile son intention de domicilier en Irlande une filiale spécialisée dans l'assistance technique, afin d'optimiser ses coûts en profitant d'avantages fiscaux et de contraintes sociales moins lourdes. C'est une méthode digne de Ryanair, protestent les collaborateurs français.

AÉRIEN. Risque de conflit au-dessus des aéroports français, au sujet du temps de travail des aviateurs sur les tarmacs. Les pétroliers envisagent de généraliser « les horaires blancs », des plannings à amplitude étendus, individuels et fixés à la semaine. Ce qui fait hurler les syndicats. L'Ufip tente actuellement de calmer le jeu.

ÉTAT-EMPLOYEUR. Le secrétaire d'État à la Fonction publique, Georges Tron, table sur un projet de loi concernant les agents non titulaires dès le premier trimestre 2011. Il espère d'ici là parvenir à un accord avec les syndicats sur les carrières des personnes concernées. Des groupes de travail paritaires sont à pied d'œuvre, sous la houlette de la DGAFP.

LEVÉE DE FOND. Concours entre les fondations des grandes écoles. HEC vise 13 M€ pour 2010. Paris-Dauphine table sur 35 M€ sur quatre ans. Plus modeste, ESCP Fondation Europe, qui a collecté 774 000 € en 2009, se voit bien progresser de + 30% par an.